

ACTION SOCIALE

Tél. 04 50 88 49 12 ou 04 50 88 67 53

Courriel : subventionsas.cafannecy@caf.cnafmail.fr

Cadre réservé à la Caf

Date d'arrivée :

Date de complétude :

Taux de couverture :

Potentiel financier :

**DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT
CREATION DE PLACES D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT**

Date de la demande :

Pour (description de l'équipement concerné) :

.....

Adresse :

.....

Nature de l'opération (cocher la case correspondante) :

Création Extension Transplantation

Nombre de places : Existantes : Créées :

Date d'ouverture prévue :

IDENTITE DU DEMANDEUR

Nom :

Adresse :

.....

Téléphone :

Responsable :

Personne en charge du suivi du dossier :

Téléphone : Adresse courriel :

IDENTITE DU GESTIONNAIRE

Nom :

Adresse :

.....

Téléphone :

Responsable :

Destinataire habilité à recevoir la participation financière de la Caf :

Nom

Qualité :

Adresse

Identité bancaire ou postale :

Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal

- Coût global de l'opération * —————> [..... €] HT TTC

- Aide sollicitée de la Caf —————> [..... €]

* **ATTENTION** : En cas d'assujettissement à la Tva du promoteur (autrement dit de récupération de la Tva sur les investissements), le montant indiqué doit être hors taxes.



Service action sociale
21 avenue de Genève
CS 89027
74987 Annecy Cedex 9
www.caf.fr

15 – Accueil des enfants en situation de handicap : combien de places seront réservées à ces enfants et quelles modalités d'accueil prévues (formation, personnels, ...)

Nombre de places réservées à ces enfants ?

Quelles modalités d'accueil sont prévues (exemple formation, qualification du personnel, professionnel dédié) ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

2 - RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

✓ Indiquer :

- ♦ Dans le cadre d'une opération de rénovation :
 - nombre de m² aménagés : m²
 - nombre de m² construits (si extension) : m²

- ♦ Dans le cadre d'une construction :
 - nombre de m² construits : m²

- ♦ Date de démarrage des travaux :

- ♦ Date prévue pour la fin des travaux :

- ♦ Rythme prévu pour la réalisation :

3 - RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

31 - Coût global de l'opération :

Foncier : €
Achat de terrain, achat d'immeuble, frais de notaire rattachés aux biens relevant de l'opération d'investissement

Gros œuvre : €
*Construction, extension, fondations spéciales, terrassement, voirie et réseaux divers (Vrd) (branchements eaux, électricité, gaz, téléphone), ravalement, étanchéité, aire de stationnement, dallages, démolition, couverture, charpente, menuiseries extérieures (fenêtres), volets,
Energie : photovoltaïque, domotique, récupérateur d'eau*

Développement durable : €
Label qualité environnementale (Hqe) ou label bâtiments basse consommation (Bbc)

Aménagement intérieur : €
Menuiseries intérieures (portes), cloisons, doublages, revêtements de sol, carrelages/faïences, peintures, électricité (courants forts et courants faibles), plomberie, chauffage, ventilation, climatisation, serrurerie, téléphonie, sécurité incendie, signalisation, ascenseurs, baie informatique

Equipped simple et particulier : €
*Mobiliers : cuisine, bureau, dortoir, locaux annexes (type stockage, entretien)
Petits matériels : vaisselle, informatisation,
Puériculture : poussettes, tables à langer,
Pédagogie : livres, jouets, jeux d'intérieurs et d'extérieurs*

Honoraires et frais administratifs : €
Maîtrise d'œuvre (architecte ou cabinet d'experts), aide à maîtrise d'ouvrage, géomètre, mission Csp (sécurité), bureau de contrôle, études, études de sol, frais bancaires, toutes assurances

Autres : €
*Aménagements extérieurs : jardins, clôtures, sols extérieurs,
Marketing : communication, presse, publication.*

Total HT €

Total TTC €

32 - Plan de financement :

- Aide sollicitée de la Caisse d'allocations familiales . : € soit %
 - Etat : € soit %
 - Collectivité régionale : € soit %
 - Collectivité locale (*préciser*) : € soit %
 - Apport propre : € soit %
 - : € soit %
 - : € soit %
 - : € soit %
 - : € soit %
- TOTAL HT : €
- TOTAL TTC : €

4 - FONCTIONNEMENT

41 - Tarifs (réservé aux micro-crèches) :

.....
.....
.....

Le signataire s'engage à appliquer des tarifs modulés selon les ressources des familles incluant la fourniture des couches et des repas. A défaut la Caf pourra demander le remboursement de la subvention.

Le gestionnaire prévoit d'opter pour une tarification (*Cocher la case correspondante*) :

- Complément mode de garde (Cmg) Prestation de service unique (Psu)
(montant maximum de 10 €/h)

Le gestionnaire s'engage à fournir les couches et les repas.

Sinon, vous ne pouvez pas bénéficier d'une subvention d'investissement. La Caf pourra vous demander le remboursement de la subvention, le cas échéant.

Dans le cadre d'un établissement d'accueil du jeune enfant, le signataire s'engage à accueillir les enfants handicapés sollicitant un mode de garde.

Le signataire atteste de l'exactitude des informations ci-dessus. Il note que la subvention éventuellement accordée sera payée au vu de factures acquittées, et éventuellement proratisée si le montant des factures est inférieur à celui de la demande.

42- Partenariat :

Lorsque le projet est soumis par une association ou une entreprise privée, il doit faire l'objet d'une présentation au maire de la commune d'implantation et au président de la communauté de communes le cas échéant, si c'est elle qui détient la compétence petite enfance.

Préciser quelles sont les perspectives de partenariat avec la commune et/ou avec la communauté de communes :

.....
.....
.....

Joindre impérativement un courrier signé par le maire de la commune, et du président de la communauté de communes si elle détient la compétence petite enfance, attestant que vous l'avez tenu informé de votre projet et qu'il autorise l'implantation de votre équipement sur sa commune.

Date :.....

Signature et cachet

PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE D'AIDE A L'INVESTISSEMENT

- Relevé d'identité bancaire
- Attestation sur l'honneur (datée et signée) du promoteur de son assujettissement ou non à la Tva
- Liste des membres du Conseil d'administration du promoteur et du gestionnaire
- Certificat de propriété ou acte d'acquisition ou copie du bail ou promesse de vente
- Devis estimatifs
- Correspondances relatives aux décisions des financeurs (Etat, collectivités locales, etc ...)
- Etude d'opportunité
- En cas de projet fonctionnant en intercommunalité, délibération des instances compétentes autorisant l'aide au fonctionnement
- Le courrier du Maire et du Président de l'intercommunalité autorisant l'implantation de l'équipement
- Le budget prévisionnel des 2 (voire 3) premières années de fonctionnement
- Pour une association ou une entreprise déjà existant, le compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande
- L'activité prévisionnelle des 2 (voire 3) années de fonctionnement : pour un Eaje, le nombre d'actes
- Le règlement de fonctionnement comprenant la tarification aux familles
- Le projet d'établissement comprenant le projet socio-éducatif et le projet pédagogique